

Bulletin d'histoire politique

1945 et les Allemands. Histoire d'une mémoire omniprésente, 1995-2005

Martin Larose



Volume 16, Number 2, Winter 2008

La Deuxième Guerre mondiale à l'étude (2e partie)

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1056147ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1056147ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Larose, M. (2008). 1945 et les Allemands. Histoire d'une mémoire omniprésente, 1995-2005. *Bulletin d'histoire politique*, 16(2), 211–227. <https://doi.org/10.7202/1056147ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2008

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

1945 et les Allemands. Histoire d'une mémoire omniprésente, 1995-2005

MARTIN LAROSE
Chercheur post doctoral
Fachbereich Geschichte und Kulturwissenschaften
Philipps-Universität Marburg

Les Allemands ne vivent que dans le passé et l'avenir
– ils n'ont pas encore de présent.

FRIEDRICH NIETZSCHE¹

INTRODUCTION

Pour bien des Allemands, l'histoire contemporaine se définit comme étant « l'histoire qui fume encore² ». Bien plus, l'écran de fumée n'est jamais tant visible que lorsqu'il s'agit du nazisme. En fait, aux dires de Norbert Frei, historien spécialiste de la mémoire, « 1945 est plus près de nous que jamais auparavant » et ce, par suite d'un « déferlement » de films, d'images télévisuelles, et de manifestations mémorielles de toutes sortes³. Bien entendu, les Allemands de l'époque ont vécu le 8 mai 1945 de différentes manières ; certains étaient survivants des camps ou résistants, d'autres de simples civils, d'autres encore, soldats de la Wehrmacht ou membre de la SS. Le tableau devient encore plus complexe si l'on tient compte de l'attitude de chacun vis-à-vis de la guerre, du nazisme et de l'Holocauste. Autrement dit, pour les historiens, 1945 ne se laisse catégoriser que malaisément bien qu'il soit clair que la date du 8 mai 1945 ait valeur de symbole pour marquer le moment de la fin d'une guerre qui varie selon les pays et les régions de l'Europe et du monde⁴.

Pour complexifier encore davantage les choses, notre image de 1945 évolue dans le temps. Cette évolution de notre interprétation de l'Histoire s'avère particulièrement flagrante, ainsi que nous le rappelle l'historien Edgar Wolfrum, lorsqu'il y a rupture historique⁵. La chute du mur de Berlin et l'unification allemande exigèrent la réévaluation de notre interprétation du passé nazi et de la défaite de 1945⁶. Pour n'en donner qu'un exemple, une fois le régime est-allemand effondré, il s'avérait difficile de ne pas concevoir que les Allemands de l'Ouest qui avaient parlé du 8 mai 1945 comme d'une « libération », ne décrivaient qu'une partie de la réalité et ne parlaient qu'au nom d'une partie des Allemands⁷. De même, les Allemands qui continuèrent de parler du 8 mai 1945 comme d'une « libération » au-delà d'octobre 1990 démontraient le peu de considérations qu'ils éprouvaient pour leurs concitoyens est-allemands qui, du reste, ne semblaient pas faire partie de leur conception de l'identité allemande⁸.

En 1958, Golo Mann, historien marginalisé par ses pairs et fils du célèbre écrivain Thomas Mann, écrivait : « L'histoire ne forge plus la conscience collective ; elle est redevenue une science spécialisée et demeure, en dehors des salles de cours et des congrès d'érudits, essentiellement limitée dans ses effets. [...] le passé ne détermine plus l'identité d'une société démocratique⁹. »

Au contraire, sommes-nous tentés d'ajouter, c'est désormais l'identité qui influence de manière déterminante la mémoire. Ainsi, comme le rappelle la littéraire Aleida Assmann, « nous nous définissons à travers une mémoire et un oubli commun. La remaniement de l'identité signifie toujours la reconstruction de la mémoire – et ceci ne vaut pas moins pour les communautés que pour les individus¹⁰ » ? En d'autres termes, les groupes redéfinissent la mémoire nécessaire à leur conception identitaire. L'interprétation du passé se fait donc à la lumière du présent¹¹.

Alors qu'à l'étranger, les Allemands sont largement perçus comme étant le « peuple symbole des coupables » (*Tätervolk*¹²), cela ne reflète que partiellement l'image que se font les Allemands d'eux mêmes, lesquels véhiculent deux conceptions diamétralement opposées à ce sujet. Si pour les uns, les Allemands sont effectivement coupables, pour les autres, ils demeurent victimes du nazisme¹³. Et cette antinomie est intimement liée à deux visions du 8 mai 1945 : l'une considère cette date comme une « libération », l'autre comme une « défaite »¹⁴. Dans l'histoire de la mémoire du nazisme, de la Seconde Guerre mondiale et de l'Holocauste, un fait demeure, depuis une décennie, à la fois incontestable et fascinant : les Allemands sont (re)devenus des victimes du nazisme. De là, la question abordée ici : comment les Allemands en sont-ils venus à se (re)définir de la sorte ? Pour ce faire, il faudra aborder quelques-uns des débats mémoriels qui ont eu cours en

Allemagne depuis les célébrations du 50^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Par la suite, il sera possible d'amener quelques éléments de réponse à la question guidant notre démarche.

LE 50^E ANNIVERSAIRE DU 8 MAI 1945
ET LES ALLEMANDS EN TANT QUE CRIMINELS DE GUERRE

D'abord, il faut rappeler que ce sont particulièrement les anniversaires décennaux qui frappent l'imaginaire et qui sont propices à l'apparition de controverses mémorielles. De plus, bien que dans les démocraties, les gouvernements ne détiennent pas le monopole de la mémoire comme c'est le cas dans les régimes dictatoriaux ou dirigistes, il faut rappeler que l'État démocratique dispose d'outils qui lui permettent de « légitimer ou discréditer » une certaine conception de la mémoire¹⁵.

Durant la guerre froide, et au moins jusqu'en 1985, les politiciens allemands allaient multiplier les formules fourre-tout dans lesquelles tous pouvaient se reconnaître en tant que « victimes de la guerre et de la dictature ». En mettant les victimes allemandes et les victimes des nazis sur un même pied d'égalité, cela ne pouvait que renforcer l'idée que 1945 demeurait une « défaite ». Il fallut attendre mai 1975, pour que le président fédéral Walter Scheel soit le premier haut représentant de l'État à nommer explicitement, lors d'une commémoration de la fin de la guerre, les victimes juives, soviétiques et polonaises des politiques exterminatrices nazies. Dix autres années seront nécessaires, avant qu'un autre président fédéral (Richard von Weizsäcker) n'ait le courage et l'indépendance d'esprit d'identifier clairement d'autres groupes de victimes tels que les homosexuels et les résistants communistes. En 1985, von Weizsäcker déclara en outre que le 8 mai 1945 avait été une « libération » pour les Allemands, donnant ainsi un premier appui officiel à une thèse qui, si elle existait, n'obtenait pas l'adhésion d'une majorité d'Allemands de l'Ouest en raison des terribles conséquences de la défaite¹⁶. Rappelant que cette journée avait mis fin à l'horrible dictature nazie tout en signifiant le début de nouvelles souffrances, von Weizsäcker poursuivait en affirmant : « [...] Nous ne devons toutefois pas concevoir la fin de la guerre comme la cause de la fuite, des expulsions et de l'absence de liberté. La cause est bien davantage reliée au début de la guerre et à l'arrivée de la dictature violente qui a mené à celle-ci. Nous ne devons pas séparer le 8 mai 1945 du 30 janvier 1933. »

Nous n'avons aucune raison en cette journée de participer aux célébrations de la victoire. Mais nous avons toutes les raisons de reconnaître le 8 mai

1945 comme la fin d'un égarement (Irrweges) de l'histoire allemande qui a permis l'apparition du germe de l'espoir d'un avenir meilleur¹⁷.

L'effort de von Weizsäcker était d'autant plus louable, qu'il faut se remémorer que ce discours du président allait totalement dans le sens inverse de la politique de la mémoire mise de l'avant par le chancelier Helmut Kohl trois jours plus tôt. De fait, pour commémorer le 40^e anniversaire de la fin de la guerre, le chancelier avait invité le président américain Ronald Reagan à commémorer les victimes allemandes de la guerre en visitant un cimetière militaire allemand situé à Bitburg, lequel – apparemment à l'insu des deux gouvernements concernés – comprenait une cinquantaine de tombes de Waffen-SS. Le fait que Kohl, pour répondre aux critiques provenant de l'étranger, ajouta au programme une visite conjointe du camps de Bergen-Belsen¹⁸ ne changeait rien à cette affaire et démontrait au contraire, si besoin était, que toutes les victimes de la guerre devaient être mises sur un pied d'égalité. Tout ceci occasionna en RFA un virulent débat portant sur l'interprétation de la fin de la guerre, controverse qui allait bientôt être suivie par une autre, la « querelle des historiens » sur laquelle il n'y a pas lieu de s'attarder ici¹⁹.

Avec la chute du mur et l'unification qui suivit, l'Allemagne allait désormais devoir reconstruire une identité nationale que d'aucuns n'espéraient plus²⁰. Or dans ce processus, une nouvelle « droite néonationaliste », pour reprendre l'expression de l'historien Édouard Husson, allait apparaître et prendre une place de premier plan dans la discussion publique²¹. Sous l'impulsion de ce courant, les cérémonies entourant le 50^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale relancèrent le débat sur l'idée que 1945 devait être ou non considérée comme une « défaite » allemande au moment où près de 80 % de l'opinion publique allemande avait adopté la thèse de la « libération ». Dans la foulée, alors que le président fédéral Roman Herzog refusait d'entrer dans la discussion, certains députés de l'aile droite des chrétiens-démocrates (conservateurs) au pouvoir ne se gênèrent pas pour le faire. Ils appelèrent ainsi publiquement au refus de « l'oubli », celui des crimes commis contre les Allemands dans les dernières années de la guerre et dans l'immédiat après-guerre. Autrement dit, il fallait se souvenir des expulsés et des réfugiés allemands des territoires de l'Est. Dans un premier temps, ces tentatives échouèrent en raison de deux polémiques mémorielles centrées sur les principales victimes du nazisme, nommément les Juifs et les populations civiles étrangères, de même que sur les crimes allemands. La première de ces controverses est sans contredit l'exposition sur les « Crimes de la Wehrmacht », la seconde, la parution du livre de Daniel J. Goldhagen intitulé *Les bourreaux*

*volontaires d'Hitler*²². Avec le recul, il semble incontestable que ces deux débats quant au passé allemand expriment on ne peut mieux les tentatives visant à rénovier l'identité nationale²³.

L'exposition itinérante portant sur les crimes de la Wehrmacht avait été officiellement inaugurée quelques semaines avant les cérémonies entourant le 50^e anniversaire du 8 mai²⁴. La controverse émanait du fait que depuis 1945, et en dépit de nombreuses recherches historiques ayant démontré, dès la fin des années 1960, l'ampleur de la participation des troupes régulières de la Wehrmacht aux crimes commis sur le front de l'Est²⁵, en 1995 le mythe d'une armée blanche comme neige dominait encore au sein de l'opinion publique allemande²⁶. L'exposition eut l'effet d'un pavé dans la marre puisque, suivant la thèse mise de l'avant, et compte tenu du fait que 19 millions d'Allemands avaient été appelés sous les drapeaux durant la guerre, c'était virtuellement chaque famille allemande qui comportait un criminel de guerre²⁷. Même les soldats n'ayant commis aucun crime étaient amenés à se demander ce qu'ils auraient fait dans des circonstances potentiellement moins favorables²⁸. L'exposition fit l'objet de virulentes critiques en raison de quelques erreurs factuelles et parce qu'elle arrivait à un moment où le gouvernement et les plus hautes instances de la Bundeswehr cherchaient à rendre celle-ci apte à intervenir à l'étranger en cas de crises internationales²⁹. Dans les villes où elle se présentait, l'exposition se heurta régulièrement à des manifestants s'y opposant ou encore à des gouvernements régionaux refusant d'ouvrir les portes de l'hôtel-de-ville pour y accueillir ses panneaux comprenant force illustrations des crimes. Bien souvent cependant, les Allemands firent la queue pendant des heures afin de pouvoir se faire leur propre idée du sujet³⁰.

La seconde polémique importante eut lieu en 1997, au moment où Daniel J. Goldhagen publiait son fameux livre³¹. Il y développait la thèse voulant qu'un très grand nombre d'Allemands ordinaires, ou « normaux », avaient contribué aux crimes nazis. En fait, selon le sociologue américain, un fort « antisémitisme éliminatoire » avait imprégné la culture allemande durant toute la première moitié du xx^e siècle. Alors que les historiens critiquèrent vivement l'ouvrage, notamment pour des raisons de méthodologie douteuse, le public allemand lui réserva, lors de ses multiples conférences publiques et par le succès de son livre en librairie, un chaleureux accueil. La raison de celui-ci se trouvant sans nul doute dans l'idée que si les Allemands de 1933 s'étaient des antisémites virulents, et donc des « criminels potentiels », l'Holocauste se voyait ainsi simplement expliqué. Surtout, une telle thèse lavait les Allemands de la génération suivante de tout soupçon puisque Goldhagen affirmait que l'antisémitisme avait disparu de l'Allemagne avec la défaite³².

En tout état de cause, l'émoi et l'ampleur des débats causés par ces deux querelles, nous poussent à une triple conclusion. D'abord, les discours et commémorations officielles allaient désormais se retrouver au second rang derrière les manifestations plus culturelles de la mémoire telles que les expositions, romans, films, et autres documentaires³³. Ensuite, la reconnaissance avec ces deux controverses que des Allemands ordinaires avaient participé aux crimes nazis, allait, paradoxalement, permettre de replacer l'Allemagne dans le camps des « vainqueurs moraux » du nazisme. Enfin, cela ouvrait la porte à la reconnaissance des souffrances proprement allemandes³⁴, un sujet vers lequel il faut maintenant se tourner.

EN ROUTE POUR LES SOIXANTE ANS DU 8 MAI 1945 OU VERS LA RECONNAISSANCE DES ALLEMANDS COMME VICTIMES

N'ayant pas eu gain de cause durant les discussions touchant l'exposition sur les crimes de la Wehrmacht et l'ouvrage de Goldhagen, les néonationalistes revinrent rapidement à la charge au début du *xxi*^e siècle, provoquant de nouveaux débats mémoriels et illustrant que la redéfinition de l'identité demeurait une opération permanente. Au moins deux nouvelles controverses mémorielles méritent d'être examinées ici : la parution en 2002 du roman *En crabe* de l'écrivain Günter Grass et la publication, la même année, de l'ouvrage *L'incendie. L'Allemagne sous les bombes* de l'historien Jörg Friedrich.

Un des points communs aux deux ouvrages était la prétention de leurs auteurs respectifs à déboulonner un tabou : celui des souffrances des quelques 15 millions de réfugiés et expulsés dans le cas de Grass, celui des innocentes victimes civiles des bombardements alliés dans le cas de Friedrich³⁵. Pour l'historien, ces revendications ne manquent pas d'agacer. En effet, il y a longtemps que l'historiographie se préoccupe de ces deux réalités historiques et ce, tant en RFA qu'en RDA³⁶. Un fait demeure cependant. Dans l'espace public, ces thèmes restaient l'apanage d'associations d'expulsés ayant toujours refusé la perte des territoires de Prusse orientale, de Pologne et de la région des Sudètes³⁷. Comme l'ont fort justement souligné plusieurs critiques, le problème avec l'ouvrage de Grass était qu'en mettant la perspective sur le seul destin tragique de quelques 9 000 réfugiés ayant pris place à bord du navire *Wilhelm Gustloff* coulé par un sous-marin soviétique, Grass ne remettait pas en contexte le fait que ce drame en suivait un autre : les atrocités commises par les Allemands sur le front de l'Est. Autrement dit, les Soviétiques avaient répondu aux crimes allemands par des exactions semblables. La causalité se trouvait donc totalement évacuée du récit de Grass³⁸.

Pour sa part, Friedrich s'est intéressé aux bombardements alliés sur les villes allemandes³⁹, dont plusieurs ne comportaient, il faut le reconnaître, aucun objectif stratégique. Cependant, l'historien exagère sans doute lorsqu'il écrit en parlant du bombardement de Mayence en février 1945 : « On connaissait déjà les vainqueurs, c'était seulement que leur cause avait encore besoin de sang et qu'ils savaient quelle quantité leur était nécessaire. Réduire Mayence en cendres ne pouvait leur en épargner la moindre goutte. La victoire est un aboutissement militaire et un triomphe⁴⁰. »

Comme pour le livre de Grass, le problème avec celui de Friedrich en était un de contexte, son livre ne comportant ni introduction ni conclusion. En effet, l'historien ne mentionnait aucunement que les troupes allemandes continuaient, début 1945, de résister, et surtout, que cette résistance permettait aux SS de poursuivre leurs répugnants crimes dans les camps et au moyen des marches de la mort. Comment ne pas rappeler ici que les estimations les plus sérieuses avancent que près du tiers des 700 000 détenus enregistrés perdent la vie dans ces déplacements forcés du début de 1945⁴¹ ? De même, *l'incendie* ne rappelait aucunement que le même horrible procédé avait été d'abord appliqué par les Allemands à Guernica (1937), puis à Varsovie, Rotterdam et sur des dizaines de villes britanniques. Les Anglo-Saxons n'ont fait que perfectionner une stratégie mise de l'avant par la Luftwaffe. Enfin, en recourant à des termes familiers aux études sur l'Holocauste tels que « guerre d'extermination » ou « crématoriums » pour décrire le drame des bombardements⁴², Friedrich ne pouvait que fournir des munitions aux tenants de l'extrême droite qui cherchaient à banaliser l'Holocauste tout en priorisant les souffrances allemandes. Ainsi, en janvier 2005, en pleine commémoration du 60^e anniversaire de la libération d'Auschwitz, la poignée de députés NPD (néonazis) du Landtag de Saxe claqua la porte au moment d'une minute de silence, préférant parler du bombardement de Dresde comme d'un « Holocauste des bombes », et attribuant au passage aux attaques aériennes anglo-saxonnes l'épithète de « génocide calculé de sang froid et perpétré avec des moyens industriels⁴³ ».

Il fallut donc ces deux débats, sans parler de celui portant sur le Centre berlinois contre les expulsions⁴⁴, pour que le discours officiel sur la mémoire reprenne à son compte les souffrances allemandes. Les célébrations du 60^e anniversaire de la fin de la guerre témoignèrent de ce nouveau discours. Invité à Moscou pour le 8 mai, le chancelier Gerhard Schröder déclarait dans son discours : « Le président [Vladimir Poutine] a bien raison lorsqu'il souligne qu'aucun autre pays n'a payé un prix aussi élevé pour la victoire contre l'Allemagne d'Hitler que le peuple de l'ancienne Union Soviétique. Mais mon pays a aussi souffert, de manière indicible, de la guerre commencée par

les nazis. » Et le chancelier de poursuivre plus loin en rappelant que si la mère du président Poutine avait failli mourir lors du blocus de Leningrad, il n'avait lui-même jamais connu son propre père tombé au combat en Roumanie⁴⁵. Deux jours auparavant, lors d'une entrevue conjointe accordée avec Poutine au tabloïd allemand *Bild Zeitung*, Schröder avait aussi parlé de l'énorme coût humain payé par les citoyens soviétiques pour vaincre le nazisme. Il avait immédiatement enchaîné : « Cela fait aussi partie du souvenir des 8 et 9 mai que la fin de la guerre ne signifie pas, pour beaucoup d'individus et pour l'Allemagne, uniquement une libération : la date représente aussi les expulsions, la misère des réfugiés et une nouvelle absence de liberté (*für neue Unfreiheit*⁴⁶). »

L'attitude du chancelier vis-à-vis de la mémoire démontrait que sa conception de l'identité nationale faisait non seulement une place pour le souvenir des crimes allemands et pour l'Holocauste, mais aussi pour les souffrances allemandes⁴⁷. Après tout, n'était-ce pas le même Schröder qui avait déclaré ne pas avoir visité l'exposition sur les crimes de la Wehrmacht⁴⁸ ?

Ce qui est intéressant ici, c'est de voir que le nouveau discours sur les victimes allemandes n'a, en soi, rien de bien nouveau. En fait, il s'agit plutôt d'un retour au discours des années 1950 alors qu'un grand nombre de simples citoyens ouest-allemands estimaient que leur peuple avait été la première et la « vraie » victime d'Adolf Hitler. Bien plus, la thèse voulant que les vrais crimes de guerre étaient en fait les bombardements alliés sur des villes allemandes sans importance stratégiques, de même qu'Hiroshima et Nagasaki, demeurait à l'époque fort populaire auprès de la population de la RFA en général. Une telle conception, il faut le mentionner, avait bien entendu l'avantage de soulager les consciences⁴⁹. Pour que s'installe un véritable discours identifiant clairement les réelles victimes du nazisme, il faudrait attendre que la poussière retombe sur les procès de nazis de la fin des années 1950 et du début des années 1960, le procès Eichmann à Jérusalem et le procès Auschwitz de Francfort-sur-le-Main⁵⁰.

AUX ORIGINES DU RETOUR DU DISCOURS PORTANT SUR LES VICTIMES ALLEMANDES

Revenons maintenant à notre questionnement de départ. Quelles sont les sources de cette réapparition du discours considérant les Allemands comme étant des victimes du nazisme ? Au moins cinq facteurs ont contribué à l'apparition de ce phénomène. Premièrement, et même si cela semble trivial, il n'est pas inutile de rappeler que nous sommes dans une ère où la mémoire se trouve en plein essor ainsi que le souligne Jay Winter⁵¹. Pour certains,

cet engouement relativement récent est avant tout causé par l'insécurité au sujet de l'identité⁵², un facteur il va sans dire bien présent en Allemagne, à fortiori depuis la chute du Mur et l'unification. Paul Antze et Michael Lambek écrivent à ce sujet :

Nous vivons à une époque où la mémoire est devenue un facteur dans les débats publics comme jamais auparavant. On fait appel à la mémoire pour guérir, pour accuser ou pour légitimer. Elle est devenue une partie intégrante de la formation de l'identité individuelle et collective, donnant ainsi un théâtre au conflit aussi bien qu'à l'identification⁵³.

Qui plus est, l'apparition d'une nouvelle histoire culturelle faisant la part belle « aux représentations du monde social qui, en elles-mêmes, forgent la réalité sociale » pour reprendre les mots de Roger Chartier⁵⁴, constitue sans nul doute un deuxième élément à considérer pour expliquer cette tendance lourde. Encore là, la République fédérale ne demeure pas en reste, l'histoire de la mémoire étant désormais un thème incontournable de l'historiographie allemande. Troisièmement, l'accélération récente de la mondialisation a sans doute aussi beaucoup à voir avec ce qui paraît être une véritable frénésie mémorielle. Ce triple constat ne répond toutefois pas à notre interrogation de départ. En fait, et c'est le premier facteur, il y a tout lieu de penser qu'il est naturel qu'après avoir eu pour premier objet les victimes juives, le boom mémoriel s'attaque désormais aux criminels, à ce qu'il est convenu d'appeler les « suiveurs » (*Mitläufer*) et à leurs souffrances⁵⁵.

Comme deuxième facteur, il faut considérer le fait que la différence qui existe entre la mémoire officielle et la mémoire privée, ou individuelle, n'est pas étrangère à ce revirement. Des recherches exhaustives basés sur des entrevues réalisées avec des individus et des familles allemandes à propos de leurs connaissances et visions du passé nazi ont ainsi clairement démontré que la mémoire privée primait la mémoire officielle. C'est-à-dire que les souvenirs ressassés en famille, durant la jeunesse et à l'âge adulte, constituent le cadre qui dicte comment et si les connaissances historiques apprises par la suite à l'école et dans les médias seront évaluées et altérées avant d'être éventuellement intégrées. De la sorte, il n'est pas rare que le processus de transmission de la mémoire familiale résulte en la transformation d'un fonctionnaire de la Gestapo en protecteur de Juifs, d'un antisémite en combattant de la résistance. Concrètement, cela se traduit par une formule lapidaire partagée aujourd'hui par la plupart des Allemands : « "Papi" n'était pas un nazi ! » (*Opa war kein Nazi!*). Ces résultats ont été confirmés par un vaste sondage portant sur le même thème en 2002. Le corollaire de cette formule était que

les deux tiers des répondants du sondage mettaient principalement l'accent sur les souffrances de leurs propres ancêtres durant la guerre⁵⁶.

Un troisième facteur, intimement lié au précédent, ne doit pas être négligé. Depuis les commémorations entourant le 50^e anniversaire de la fin de la guerre en 1995, le retour du « témoin » constitue une évolution cruciale⁵⁷. En fait, ceux qui ont constitué la jeune génération d'Allemands entre 1933 et 1945 veulent désormais faire reconnaître leurs souffrances avant de disparaître. Il y a bien une « lutte des mémoires », où les derniers témoins du nazisme tentent, bien souvent aux côtés de leurs enfants et petits enfants, de faire accepter leur statut de victime du nazisme dans la mémoire avant de mourir⁵⁸. En particulier, l'objectif de la génération des témoins est de faire inclure la mémoire privée dans la « mémoire culturelle » que constituent les monuments, les mémoriaux, les musées et les archives⁵⁹. Cet objectif est désormais clairement atteint, le Musée d'histoire allemande ayant accordé une place aux souffrances allemandes aux côtés des crimes allemands lors de sa récente exposition intitulée « La guerre et ses suites. 1945. La fin de la guerre et la politique de la mémoire en Allemagne⁶⁰ ». De même, en décembre 2005, la Maison de l'histoire de la République fédérale a ouvert les portes de son exposition spécialement consacrée aux « Fuites, expulsions et intégration⁶¹ ». En d'autres termes, la simple question générationnelle pousse en faveur d'une évolution de la mémoire⁶². En même temps, puisque les témoins disparaissent les uns après les autres, emportant du même coup leurs souvenirs personnels, le nazisme devient de moins en moins quelque chose qui a été vécu et de plus en plus un phénomène véhiculé par l'histoire ou par la mémoire des deuxième et troisième générations. Ainsi, plusieurs soixante-huitards fils de soldat de la Wehrmacht, tels Jörg Friedrich, cherchent à revoir l'histoire et la mémoire dans le but de se réconcilier avec leurs pères âgés. D'autres, enfants de la guerre, désirent voir leurs souffrances vécues durant et immédiatement après le conflit, être prises en compte pour se rapprocher de leurs parents. Tout cela contribue donc à reléguer à « l'arrière-plan » l'identification avec les victimes de l'Holocauste par exemple⁶³.

La médiatisation de la mémoire constitue certainement un quatrième facteur, aussi lié aux précédents, qui doit être pris en compte. À partir des commémorations de l'année 1995, les médias se sont surtout intéressés aux individus, à leurs crimes et à leurs souffrances. La mode médiatique s'est mis en quête de témoignages « authentiques » avant que la génération de la guerre ne disparaisse totalement. Dans ce processus, l'historicisation du nazisme, c'est-à-dire la confrontation de l'historien avec les archives, est repoussée du devant de la scène au profit de manifestations mémorielles culturelles. Le film *La liste de Schindler* de Steven Spielberg (1994), le roman *En crabe* de Günter

Grass, de même que l'exposition sur les crimes de la Wehrmacht ont tous contribué à donner un « visage » aux contemporains du nazisme, et ce, peu importe le rôle qu'ils ont occupé à l'époque. Autrement dit, nous assistons au retour de l'individu, de son vécu, de l'histoire des familles et des petits groupes. Dans le contexte où près de 20 millions d'hommes servirent au sein de la Wehrmacht et où près de 15 millions de citoyens furent expulsés des territoires de l'Est ou durent fuir ceux-ci, il est difficile de ne pas concevoir que les souffrances allemandes touchant personnellement près de la moitié de la population allaient, tôt ou tard, reprendre une place importante dans le discours public⁶⁴.

Un cinquième facteur à considérer concerne les expulsions commises en ex-Yougoslavie durant les années 1990. Pour ne prendre que cet exemple, la très médiatisée guerre du Kosovo a joué un rôle de premier plan à cet égard. En avril et en mai 1999, certains journaux conservateurs allemands ont ainsi été littéralement assaillis de lettres de lecteurs effectuant des parallèles entre le sort des Allemands expulsés des Sudètes dans la seconde moitié des années 1940 et celui des Albanais du Kosovo un demi-siècle plus tard. Plusieurs de ces lecteurs n'hésitèrent aucunement à dresser des parallèles entre Milosevic et Bennec, le président tchécoslovaque de l'époque. Bien souvent, ces lettres revendiquaient des réparations en raison des expulsions, voire le retour de leurs propriétés perdues⁶⁵. Il semble ainsi indéniable que ces événements aient aussi contribué, dans une certaine mesure, au retour du discours des Allemands en tant que victimes de la Seconde Guerre mondiale.

CONCLUSION

En guise de conclusion, deux points en particulier méritent d'être examinés. D'abord, et comme nous l'avons vu précédemment, le discours officiel sur la mémoire est désormais à la remorque du discours des témoins et du discours médiatique⁶⁶. Si en 1985, c'est le discours du président fédéral qui illustre la force du discours officiel, les cérémonies entourant le 60^e anniversaire démontrèrent que les déclarations du chancelier faisaient désormais une place importante au récit mémoriel des victimes allemandes. À la forte tendance de la société à accorder plus d'importance aux souffrances allemandes, correspond aussi un changement de garde, de génération et, par conséquent, d'attitudes, chez les politiciens. De fait, les années 1990 ont permis l'arrivée de la première génération de politiciens trop jeunes pour avoir participé à la guerre ou nés durant ou immédiatement après celle-ci. Cette génération affiche désormais une attitude « décomplexée » vis-à-vis de l'histoire allemande pour reprendre une expression fétiche de Gerhard Schröder⁶⁷.

Ainsi, non seulement le chancelier social-démocrate évoquait la mémoire de l'Holocauste, mais il faisait de même avec celle des victimes allemandes. Le tout formant une nouvelle identité nationale permettant aux Allemands de se placer sinon du côté des vainqueurs effectifs de la guerre, du moins dans le camp de vainqueurs moraux de celle-ci⁶⁸.

Le second point qu'il faut aborder ici est lié au dilemme immanent à la mémoire : celle-ci encourage-t-elle ou bien décourage-t-elle la répétition de ce qui est remémoré⁶⁹ ? Bien entendu, tous ne sont pas d'accord sur la réponse à fournir à cette question. Au début de l'hiver 2005, alors que les néonazis et les députés du NPD du Parlement régional de Saxe se faisaient les tenants d'un discours banalisant l'Holocauste et mettant l'accent sur les victimes allemandes, la plupart des politiciens allemands ont beaucoup insisté sur le fait qu'il fallait défendre publiquement un autre discours et éviter ainsi, de laisser toute la place à l'extrême droite⁷⁰. Il est même correct – si ce n'est moralement, au moins politiquement – de parler des Allemands en tant que victimes. Car cela permet d'empêcher l'extrême droite allemande de récupérer ce discours à des basses fins politiciennes. *Nolens volens*, un fait demeure toutefois, le risque est que la mémoire privée, relayée par la mémoire médiatique et culturelle puis officielle, donne la part (trop) belle aux souffrances des Allemands⁷¹. Il reste donc crucial pour l'historien de demeurer vigilant et de critiquer le discours mémoriel portant sur les victimes allemandes, ceci afin d'éviter une banalisation des crimes nazis en mettant ceux-ci sur un pied d'égalité avec les crimes commis par les alliés. Pour l'historien, il importe avant toute chose de rappeler le contexte et surtout l'enchaînement historique et causal⁷². Ce faisant, il accomplit son travail dans la Cité et contribuera à éviter les fâcheux anachronismes historiques insultants pour les victimes du nazisme.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Cité par Daniel Dagan, *Die über uns. Deutschland und das Fremde*, Berlin, Volk & Welt, 1993, p. 38. Toutes les traductions sont les nôtres.
2. Ulrich Herbert, « Nach den Katastrophen. Entwicklungsstand und Perspektiven der deutschen Zeitgeschichtsforschung », Vortrag zur Feier des 75. Gründungstags des Westfälischen Instituts für Regionalgeschichte in Münster am 18. März 2004.
3. Norbert Frei, *1945 und wir. Das Dritte Reich im Bewußtsein der Deutschen*, Munich, Verlag C.H. Beck, 2005, p. 7.
4. Konrad H. Jarausch, « Kriegsende 1945. Schmerzhaftes Erfahrungen und langwierige Lernprozesse », *Deutschland-Archiv. Zeitschrift für das vereinigte Deutschland*, vol. 38, n° 2, mars-avril 2005, p. 230-231 ; et Jan-Holger Kirsch, « "Befreiung"

- und/oder "Niederlage"? Zur Konfliktgeschichte des deutschen Gedenkens an Nationalsozialismus und Zweiten Weltkrieg », dans Burkhard Asmuss *et al.* (dir.), *Der Krieg und seine Folgen. 1945. Kriegsende und Erinnerungspolitik in Deutschland*, Berlin, Deutsches Historisches Museum, 2005, p. 60-61.
5. Edgar Wolfrum, *Geschichte als Waffe. Vom Kaiserreich bis zur Wiedervereinigung*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2001, p. 7.
6. Horst Möller, « Die Relativität historischer Epochen : Das Jahr 1945 in der Perspektive des Jahres 1989 », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B18-19, 28 avril 1995, p. 4 et 9 ; Marc-Dietrich Ohse, « Kein Tag zum Feiern », *Deutschland-Archiv. Zeitschrift für das vereinigte Deutschland*, vol. 38, n° 2, mars-avril 2005, p. 197 ; et Jaraus, *loc. cit.*, p. 231.
7. Möller, *loc. cit.*, p. 4 et Ohse, *loc. cit.*, p. 197.
8. À cet égard, on ne compte plus les études qui avancent l'idée que plus d'une décennie après l'unification, les Allemands de l'Ouest et les Allemands de l'Est conservent des identités relativement distinctes. Christian Meier parle par exemple, de « l'autre mur dans les têtes ». Christian Meier, *Das Verschwinden der Gegenwart. Über Geschichte und Politik*, Munich, DTV, 2004, p. 36-69.
9. Golo Mann, *Deutsche Geschichte des 19. und 20. Jahrhunderts*, Francfort, S. Fischer Verlag, 1972 (1958), p. 1034.
10. Aleida Assmann, *Erinnerungsräume. Formen und Wandlungen des kulturelle Gedächtnisses*, Munich, Verlag C.H. Beck, 1999, p. 62-63. Voir aussi, pour une vision similaire, Jay Winter, « The Generation of Memory : Reflections on the "Memory Boom" in Contemporary Historical Studies », *Bulletin of the German Historical Institute*, n° 27, automne 2000, p. 74. Allan Megill donne une version légèrement différente lorsqu'il affirme que l'identité se trouvant en constante évolution, la mémoire est déployée avec pour objectif de bâtir une identité. Allan Megill, « History, Memory, Identity », *History of the Human Science*, vol. 11, n° 3, 1998, p. 56.
11. Étienne François et Hagen Schulze (dir.), *Deutsche Erinnerungsorte. Eine Auswahl*, Munich/Bonn, C.H. Beck/Bundeszentrale für politische Bildung, 2005, p. 7.
12. C. K Williams, « Das symbolische Volk der Täter », *Die Zeit*, 8 novembre 2002.
13. Rainer Eckert, « Das Doppelgesicht des 8. Mai 1945. Tag der Befreiung vom Nationalsozialismus und Beginn der zweiten deutschen Diktatur im Osten Deutschlands », *Deutschland-Archiv. Zeitschrift für das vereinigte Deutschland*, vol. 38, n° 2, mars-avril 2005, p. 323.
14. Kirsch, *loc. cit.*, p. 62-65.
15. Gerd Wiegel, « Niederlage, Befreiung oder Sieg. Der 8. Mai im Spiegel seiner Jubiläen », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, n° 5, mai 2005, p. 564.
16. Voir le discours de von Weizsäcker reproduit dans Eberhard Rathgeb, *Deutschland kontrovers. Debatten 1945 bis 2005*, Munich/Bonn, Carl Hanser Verlag/Bundeszentrale für politische Bildung, 2005, p. 328-330. Cf. aussi, Hermann Glaser, « 1945 : Die Befreiung von der NS-Gewaltherrschaft », *Aus Politik und*

Zeitgeschichte, B1-2, 6 janvier 1995, p. 10 ; Wiegel, *loc. cit.*, p. 565-567 ; et Jarausch, *loc. cit.*, p. 235.

17. Weiszäcker dans Rathgeb, *op. cit.*, p. 328.

18. Dennis L. Bark et David R. Gress, *Histoire de l'Allemagne depuis 1945* (traduit de l'anglais par Odile Demange), Paris, Robert Laffont, 1992, p. 910-915 ; et Peter Reichel, *Politik mit der Erinnerung. Gedächtnisorte im Streit um die nationalsozialistische Vergangenheit*, Munich, Carl Hanser Verlag, 1995, p.280-287.

19. Pour plus de détails, on consultera le livre regroupant les contributions les plus importantes au débat : Rudolf Augstein *et al.*, *Devant l'histoire : les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi*, Paris, Cerf, 1988. Pour une analyse du débat, voir Édouard Husson, *Comprendre Hitler et la Shoah. Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949*, Paris, PUF, 2000, p. 179-201 ; ainsi que Charles S. Maier, *The Unmasterable Past : history, holocaust, and German national identity*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1988.

20. Heinrich August Winkler, *Der lange Weg nach Westen. Deutsche Geschichte*, vol. II, Munich, Verlag C.H. Beck, 2002 (2000), p. 638.

21. Édouard Husson, *Une autre Allemagne*, Paris, PUF, 2005, p. 155-156.

22. Peter Reichel, *Schwarz-Rot-Gold. Kleine Geschichte deutscher Nationalsymbole*, Munich/Bonn, C.H. Beck/Bundeszentrale für politische Bildung, 2005, p. 87 ; et Wiegel, *loc. cit.*, p. 569-570.

23. Wolfrum, *op. cit.*, p. 141-142 ; et Bernd Heidenreich, « Geschichte und Politik – Eine Einführung », dans Bernd Heidenreich (dir.), *Geschichte und Politik. Eine Vortragsreihe*, Wiesbaden, Hessische Landeszentrale für politische Bildung, 1995, p. 8.

24. Pour plus de détails sur l'exposition et la controverse l'entourant, voir Christian Hartmann *et al.* (dir.), *Verbrechen der Wehrmacht. Bilanz einer Debatte*, Munich, Verlag C. H. Beck, 2005.

25. Pour une synthèse récente portant sur la participation des soldats de la Wehrmacht aux atrocités commises à l'Est, voir. Christian Hartmann, « Wie verbrecherisch war die Wehrmacht ? Zur Beteiligung von Wehrmachtangehörigen an Kriegs – und NS-Verbrechen », dans *ibid.*, p. 69-79.

26. L'une des raisons ayant produit ce résultat étant la nécessité de mettre sur pied la Bundeswehr pour faire face à la menace communiste dans les années 1950. Non seulement le gouvernement ouest-allemand avait-il besoin des généraux d'Hitler pour reconstruire une armée, mais en outre il fallait éviter de donner mauvaise presse à un métier, celui des armes, déjà passablement discrédité auprès de l'opinion ouest-allemande par l'expérience récente. À ce sujet, consulter par exemple, Detlef Bald, *Die Bundeswehr. Eine kritische Geschichte 1955-2005*, Munich, Verlag C. H. Beck, 2005, p. 18 et suiv.

27. Husson, *op. cit.*, p. 148-154.

28. Ute Frevert, « Geschichtsvergessenheit und Geschichtsversessenheit revisited. Der jüngste Erinnerungsbomm in der Kritik », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B40-41, 29 septembre 2003, p. 8.
29. Pour plus de détails sur la question des interventions de la Bundeswehr à l'étranger et du rôle de la mémoire à cet égard, cf. Martin Larose, *La mémoire collective et la politique étrangère de l'Allemagne lors de crises internationales. Entre usages et effets inhérents de la mémoire (1989-1999)*, thèse de doctorat, Département d'histoire, Université de Montréal, 2005, 375 p.
30. Husson, *op. cit.*, p. 148-154.
31. Daniel J. Goldhagen, *Les bourreaux volontaires de Hitler : les Allemands ordinaires et l'Holocauste* (traduit de l'américain par Pierre Martin), Paris, Seuil, 1997. Pour une évaluation critique de la controverse, consulter Édouard Husson, *Une culpabilité ordinaire ? Les enjeux de la controverse Goldhagen*, Paris, F-X de Guibert, 1997.
32. Frevert, *loc. cit.*, p. 7-8 ; Meier, *op. cit.*, p. 46-48 ; et Michael Jeismann, *Auf Wiedersehen Gestern. Die deutsche Vergangenheit und die Politik von morgen*, Stuttgart, DVA, 2001, p. 54.
33. Kirsch, *loc. cit.*, p. 68.
34. Wiegel, *loc. cit.*, p. 570.
35. Günter Grass, *En crabe* (traduit de l'allemand par Claude Porcell), Paris, Seuil, 2002 ; et Jörg Friedrich, *L'incendie. L'Allemagne sous les bombes, 1940-1945* (traduit de l'allemand par Isabelle Hausser), Paris, Éditions de Fallois, 2004, p. 199.
36. Voir les exemples qu'en donne Ute Frevert, *loc. cit.*, p. 10.
37. Hans-Ulrich Wehler, *Konflikte zu Beginn des 21. Jahrhunderts. Essays*, Munich, Verlag C.H. Beck, 2003, p. 31.
38. Husson, *op. cit.*, p. 156-157. Voir aussi la critique mordante qu'a fait le regretté Lothar Baier du livre de Grass : « Lettres allemandes – Nous t'aimons, Günter », *Le Devoir*, 18 et 19 mai 2002.
39. Dans ce contexte, il est intéressant de noter que dès 1943 les nazis avaient mis en place une vaste opération de préservation de la mémoire architecturale et artistique en faisant photographier des monuments, églises, fresques, peintures, etc, qui risquaient d'être détruites par les bombardements alliés. Près de 60 000 diapos couleurs ont été numérisées et constituent désormais, une exposition virtuelle. Voir le site : www.zi.fotothek.org/geschichte.
40. Friedrich, *op. cit.*, p. 248.
41. Ces statistiques sont tirées de Glaser, *loc. cit.*, p. 5.
42. Wehler, *op. cit.*, p. 36-40.
43. Wulf Schmiese, « Die Karriere eine Provokation », *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung*, 30 janvier 2005, p. 7.
44. À ce sujet, consulter Frevert, *loc. cit.*, p. 9-10.

45. Gerhard Schröder, « Rede von Bundeskanzler Gerhard Schröder beim Treffen mit deutschen und russischen Kriegsveteranen sowie Jugendlichen anlässlich der Feierlichkeiten zur 60. Wiederkehr der Beendigung des Zweiten Weltkrieges am 8. Mai 2005 in Moskau », 8 mai 2005, www.bundesregierung.de.
46. Consulter l'entrevue accordée par Gerhard Schröder et Vladimir Poutine à la *Bild Zeitung* au début de mai 2005, www.bundesregierung.de.
47. Gerhard Schröder, « Rede von Bundeskanzler Gerhard Schröder zur Gedenkveranstaltung des Internationalen Auschwitz Komitees aus Anlass des 60. Jahrestages der Befreiung des Konzentrationslagers Auschwitz, am Dienstag, 25. Januar 2005, in Berlin », 25 janvier 2005 www.bundesregierung.de. Gerhard Schröder, « Der Versuchung zum Vergessen nicht nachgeben. Rede von Bundeskanzler Gerhard Schröder bei der Gedenkfeier anlässlich des 60. Jahrestages der Befreiung der nationalsozialistischen Lager am 10. April 2005 in Weimar », 10 avril 2005, www.bundesregierung.de.
48. Husson, *op. cit.*, p. 148.
49. Frei, *op. cit.*, p. 10-12 ; et Jeismann, *op. cit.*, p. 40-41.
50. Meier, *op. cit.*, p. 43. Pour une discussion exhaustive du procès Auschwitz, consulter Peter Reichel, *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland. Die Auseinandersetzung mit der NS-Diktatur von 1945 bis heute*, Munich, Verlag C. H. Beck, 2001, p. 158-181.
51. Winter, *loc. cit.*, p. 69-92.
52. McGill, *loc. cit.*, p. 39.
53. Paul Antze et Michael Lambek (dir.), *Tense Past. Cultural Essays in Trauma and Memory*, New York/Londres, 1997, vii. Cité par Assmann, *op. cit.*, p. 15 (notre traduction de l'allemand).
54. Roger Chartier, « Intellectual History or Sociocultural History? The French Trajectories », dans Dominick LaCapra et Steven L. Kaplan (dir.), *Modern European Intellectual History : Reappraisals and New Perspectives*, Ithaca, Cornell University Press, 1982, p. 30. Tel que cité par Winter, *loc. cit.*, p. 88 (notre traduction de l'anglais).
55. Frevert, *loc. cit.*, p. 11.
56. Harald Welzer, Sabine Moller et Karoline Tschuggnall, « Opa war kein Nazi ». *Nationalsozialismus und Holocaust im Familiengedächtnis*, Francfort, Fischer Taschenbuch Verlag, 2002, p. 9-15 et, pour le sondage et ses résultats, p. 246-248.
57. Frei, *op. cit.*, p. 8-9.
58. Jarausch, *loc. cit.*, p. 235 ; et Frevert, *loc. cit.*, p. 6.
59. Assmann, *op. cit.*, p. 15.
60. Voir le catalogue de l'exposition *Der Krieg und seine Folgen?*, *op. cit.* Le sommaire thématique de l'exposition peut encore être consulté sur le site du *Deutsches Historisches Museum* : www.dhm.de.

61. Voir le site de la *Stiftung Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland* : www.hdg.de.
62. Wolfrum, *op. cit.*, p. 144.
63. Frei, *op. cit.*, p. 7-8 et 13-15.
64. Kirsch, *loc. cit.*, p. 68 ; et Frei, *op. cit.*, p. 8-10.
65. Voir à titre d'exemples seulement : Karl Grund, « Milosevic hat es von Benes gelernt », *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (ci-après *FAZ*), 8 avril 1999, p. 12 ; Roland Schnürch, « Die unerwähnt bleibenden Vertreibungen », *FAZ*, 12 avril 1999, p. 12 ; Josef Joachim Menzel, « Milosevic und Benes (II) », *FAZ*, 13 avril 1999, p. 15 ; Rudolf Kokorsch, « Hingenommene ethnische Säuberung 1945 », *FAZ*, 13 avril 1999, p. 15 ; et Walther Mann, « Benes zu Recht in der Reihe mit Hitler, Stalin, Milosevic », *FAZ*, 4 mai 1999, p. 12.
66. Kirsch, *loc. cit.*, p. 68.
67. Wolfrum, *op. cit.*, p. 142-144 ; et Frei, *op. cit.*, p. 15-17.
68. Consulter le discours du chancelier Schröder effectué à Caen le 6 juin 2004 lors du 60^e anniversaire du débarquement de Normandie. Discours reproduit sur le site de la chaîne de nouvelles *Deutsche Welle* sous le titre « D-Day-Jahrestag : Schröders Rede im Wortlaut » : www.dw-world.de.
69. Meier, *op. cit.*, p. 70-71.
70. Voir par exemple l'entrevue du chancelier Schröder : « Bundeskanzler Schröder : Gedenken ohne aufzurechnen », *Welt am Sonntag*, 13 février 2005 ; ainsi que le discours de la secrétaire d'État à la Culture Weiss, « "Deutschlands historische Vergangenheit" – Filmabend im Willy-Brandt-Haus », 16 février 2005.
71. Kirsch, *loc. cit.*, p. 68.
72. Frevert, *loc. cit.*, p. 12.